



## Groupement de commandes des 4 Ecoles vétérinaires

**MAR-2025-000020**  
**Fourniture d'aliments vétérinaires pour  
carnivores**

**Cahier des Clauses Particulières communes aux  
membres du groupement**

## Table des matières

<b>Définition.....</b>	<b>4</b>
<b>1. Présentation du marché .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Les pouvoirs adjudicateurs.....	4
1.3 Forme du marché .....	5
1.4 Durée du marché.....	5
<b>2. Pièces constitutives du marché.....</b>	<b>5</b>
2.1 Pièces particulières.....	5
2.2 Pièces générales.....	5
<b>3. Avances.....</b>	<b>6</b>
<b>4. Prix du marché.....</b>	<b>6</b>
4.1 Définition des prix .....	6
4.1.1 Cas des prix des aliments figurant dans le bordereau des prix unitaires .....	6
4.1.2 Cas des prix des aliments ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires.....	6
4.1.3 Remises commerciales particulières accordées par les exploitants .....	7
4.2 Contenu des prix .....	7
4.3 Modalités de révision des prix .....	7
4.4 Clause de sauvegarde .....	8
4.5 Clause de variation exceptionnelle.....	8
<b>5. Modalités d'exécution .....</b>	<b>8</b>
5.1 Consistance et étendue des prestations à fournir par le titulaire .....	9
5.2 Modalités de passation des commandes .....	9
5.2.1 Bons de commande .....	9
5.2.2 Mise à disposition d'une plate-forme de commande .....	9
5.3 Catalogues .....	9
5.4 Modalités de livraison .....	9
5.4.1 Fréquence de livraison .....	10
5.4.2 Conditionnement des commandes.....	10
5.4.3 Consignes d'accès au site .....	10
5.5 Rupture de stock - Absence du produit au catalogue du titulaire .....	11
5.6 Vérification - Admission .....	11
5.7 Reprises de produits.....	11
<b>6. Modalités de règlement des comptes.....</b>	<b>11</b>
6.1 Présentation des factures .....	11
6.2 Périodicité .....	12
6.3 Modalités de transmission des factures .....	12
6.4 Adresses de facturation.....	12

6.5 Modalités de paiement .....	12
7. Bilan des émissions de gaz a effet de serre .....	13
8. Pénalités .....	13
8.1 Pénalités applicables au regard de l'exécution du marché .....	13
8.2 Pénalités applicables au regard du travail dissimulé .....	13
8.3 Pénalités pour non-respect de l'obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé .....	14
9. Informations statistiques.....	14
10. Assurances .....	14
11. Redressement et liquidation judiciaire.....	14
12. Résiliation du marché .....	14
13. Différends .....	15
14. Obligations administratives du titulaire .....	15
15. R.G.P.D .....	15
❖ Précisions terminologiques .....	15
❖ Sous-traitance des activités de traitement.....	16
16. Dérogations au CCAG/FCS .....	16

## Définition

**Titulaire** : désigne le candidat qui, au terme de la procédure d'appel d'offres, est devenu attributaire de l'accord-cadre.

**Offre** : désigne l'offre technique et financière du titulaire de l'accord-cadre. L'offre est un document contractuel définissant les conditions d'exécution des prestations selon les modalités définies dans le présent CCP.

**Groupement de commandes** : ensemble des bénéficiaires signataires de la convention constitutive.

## 1. Présentation du marché

### 1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture d'aliments pour animaux carnivores, destinés à un usage vétérinaire dans les centres hospitaliers des quatre écoles vétérinaires françaises, ainsi qu'à leurs autres sites.

Ces aliments sont des produits professionnels vétérinaires spécifiques et spécialisés destinés :

- Aux vétérinaires des établissements, dans le cadre de leurs activités de soins aux animaux ;
- Aux usagers dans le cadre des prescriptions fournies par les vétérinaires des centres hospitaliers vétérinaires (CHV) des établissements ;
- Au public.

### 1.2 Les pouvoirs adjudicateurs

**Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA)**

7 avenue du Général de Gaulle 94704 MAISONS-ALFORT Cedex

[www.vet-alfort.fr](http://www.vet-alfort.fr)

**Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement (VetAgro Sup)**

1 avenue Bourgelat

69280 MARCY L'ETOILE

[www.vetagro-sup.fr](http://www.vetagro-sup.fr)

**Ecole nationale vétérinaire Agroalimentaire et de l'Alimentation Nantes Atlantique (ONIRIS)**

Route de Gâchet CS 40706

44307 NANTES Cedex 3

[www.oniris-nantes.fr](http://www.oniris-nantes.fr)

**Ecole nationale vétérinaire de Toulouse (EnvT)**

23 chemin des Capelles 31300 TOULOUSE

[www.envt.fr](http://www.envt.fr)

Le présent marché s'inscrit dans le cadre d'un groupement de commandes constitué des quatre pouvoirs adjudicateurs, constitué selon les règles définies aux articles L2113-2 à L2113-5 du Code de la Commande Publique. Le coordonnateur du groupement en charge de la passation du marché est l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse (EnvT).

Les marchés conclus avec chacun des pouvoirs adjudicateurs sont exécutés de façon indépendante les uns des autres.

### 1.3 Forme du marché

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le marché, d'un montant supérieur aux procédures formalisées, n'est pas alloti car il a pour objet l'achat de fournitures homogènes. La présente justification est donnée en application de l'article R2113-3 du Code de la Commande Publique.

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum et avec un maximum de 1 500 000€ HT pour toute la durée du marché reconductions comprises, défini aux articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique. Il donnera lieu à la signature par chacun des membres du groupement avec le titulaire de l'accord-cadre d'un marché subséquent qui s'exécutera à bons de commande.

### 1.4 Durée du marché

L'accord-cadre débute le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure et se termine le 31 décembre 2026. Il est reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2027, le 1<sup>er</sup> janvier 2028 et le 1<sup>er</sup> janvier 2029.

Chaque marché subséquent débute le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ou la date de notification de chacun des marchés si elle est postérieure, et se termine le 31 décembre 2026. Ils sont reconductibles tacitement trois fois pour une durée d'un an, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2027, le 1<sup>er</sup> janvier 2028 et le 1<sup>er</sup> janvier 2029.

Le coordonnateur du groupement, en accord avec tous les membres du groupement, peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à l'une de ces échéances, et notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard six mois avant la date de l'échéance.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les marchés subséquents s'achèvent à la date de fin de l'accord-cadre, les bons de commande déjà émis continuant à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## 2. Pièces constitutives du marché

### 2.1 Pièces particulières

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante et prévalant les uns contre les autres :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Les documents fournis par le titulaire à l'appui de son offre, incluant notamment le mémoire technique relatif aux moyens et modalités de mise en œuvre de la prestation.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

Sauf approbation expresse des membres du groupement, toute clause portée dans l'offre, le catalogue, le tarif, ou dans une quelconque documentation et contraire aux stipulations des pièces du marché, est réputée non écrite.

### 2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.-F.C.S.) applicable aux

marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

### 3. Avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté par un marché subséquent qui s'exécute par bon de commande, l'acheteur accorde une avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxe et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'avance correspond à 5 % du montant en euros TTC du bon de commande (option b - article 11.1 du CCAG - FCS).

***Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.***

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours, à compter de la date de notification du bon de commande. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire tel qu'il est prévu aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, soit la totalité sur la facture unique, soit il commencera dès lors que le paiement atteindra 65% du montant TTC du bon de commande et devra être terminé lorsque les prestations exécutées atteindront 80% du montant TTC du bon de commande.

### 4. Prix du marché

#### 4.1 Définition des prix

Les prix applicables sont :

- Ceux auxquels le titulaire s'est engagé dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ;
- Ceux qui figurent au catalogue du titulaire sur lequel s'appliquent les taux de remise qu'il accorde aux pouvoirs adjudicateurs ;
- Les prix issus d'offres ponctuelles dont le titulaire s'engage à faire bénéficier les pouvoirs adjudicateurs, par exemple les promotions et les produits à date de péremption courtes...

##### 4.1.1 Cas des prix des aliments figurant dans le bordereau des prix unitaires

Le prix des aliments figurant dans le bordereau des prix unitaires est calculé comme suit : au « prix public titulaire » (colonne H) est appliquée la « remise titulaire » accordée (colonne I), ce qui aboutit au « prix net titulaire » (colonne J).

Le taux de la « remise titulaire » par produit reste inchangé durant toute la durée du marché.

##### 4.1.2 Cas des prix des aliments ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires

Le prix des aliments ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires est calculé comme suit : au « prix public titulaire » (colonne E) est appliqué la « remise titulaire forfaitaire sur prix public titulaire » (colonne F) figurant dans l'onglet « remise produits hors BPU » de l'annexe financière, ce qui aboutit au « prix net titulaire » (colonne G).

Le taux de la « remise titulaire sur prix public titulaire » reste inchangé durant toute la durée du

marché et est systématiquement appliquée à chaque produit ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires.

#### 4.1.3 Remises commerciales particulières accordées par les exploitants

Des accords commerciaux, suite à une sollicitation de l'ensemble des fournisseurs par les ENV, pourront être repris par le titulaire du marché qui en fera bénéficier les pouvoirs adjudicateurs dans le cadre du présent accord-cadre. Dans ce cas, le titulaire intègre dans ses relations commerciales et ses systèmes d'information les accords commerciaux conclus. Cette intégration s'effectue sans frais supplémentaires, ni pour les exploitants, ni pour les bénéficiaires du présent marché. Les frais liés aux paramétrages, interfaçage et intégration dans son catalogue dans le cadre de ces accords commerciaux sont à la charge du titulaire et inclus dans ses frais de gestion.

Les remises obtenues par le biais des accords commerciaux sont intégralement répercutées sur le tarif applicable. Ainsi, le titulaire s'engage à appliquer à son « prix catalogue titulaire » l'intégralité des remises obtenues, puis la « remise titulaire » figurant dans l'onglet « remise produits hors BPU » de l'annexe financière pour obtenir le « prix de vente toutes remises déduites » qui constitue le prix de règlement. Ces accords commerciaux sont transmis simultanément pour les 4 ENVF au plus tard fin février de l'année considérée.

### 4.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

### 4.3 Modalités de révision des prix

Les prix initiaux du marché sont ceux établis au mois correspondant à la date de remise des offres figurant au règlement de la consultation.

Les « prix publics titulaire » sont révisibles au 1er janvier de chaque année sur demande du titulaire. La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

#### Procédure de révision

Le titulaire qui souhaite l'application de la révision des prix doit en faire la demande, au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché, par courrier au coordonnateur du groupement et copie à tous les pouvoirs adjudicateurs. Il y joindra sa grille tarifaire sous la même présentation que le bordereau des prix unitaires initial, en ajoutant les colonnes suivantes :

- Pourcentage de variation appliqué sur le « prix public titulaire »
- Prix net titulaire révisé.

Le coordonnateur du groupement, après consultation et accord de tous les membres de ce dernier, décide :

- Soit de valider expressément le nouveau tarif qui devient le tarif contractuel de référence ;
- Soit de négocier la demande de révision.

Au plus tard au 31 mars de l'année considérée, le titulaire transmettra au mandataire du groupement sa grille tarifaire réactualisée en y rajoutant le prix de vente toutes remises déduites (après application des remises citées au 4.1.3).

#### 4.4 Clause de sauvegarde

Les pouvoirs adjudicateurs se réservent le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation des prix appliquée lors d'une révision est supérieure à celle de l'indice INSEE « indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français » (CPF10.92-aliments pour animaux de compagnie- identifiant 010534527).

#### 4.5 Clause de variation exceptionnelle

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire. Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance) ou autres éléments de preuve (nationaux ou internationaux), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.
- Prouver que les augmentations de prix sont appliquées à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire doit OBLIGATOIREMENT fournir une grille tarifaire réactualisée sous la même présentation que pour la procédure de révision annuelle.

Le groupement de commandes vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

En l'espèce, dans le cadre de la reconduction de la révision exceptionnelle de ses tarifs, le titulaire fournira de nouveau les éléments de preuve actualisés mentionnés dans le présent article.

### **5. Modalités d'exécution**

Les stipulations ci-après sont générales et communes à tous les établissements.

Les modalités particulières propres à chaque membre du groupement sont spécifiées en annexe à l'acte d'engagement de leur marché subséquent.



## **5.1 Consistance et étendue des prestations à fournir par le titulaire**

Le titulaire doit disposer d'un catalogue de produits lui permettant de couvrir à minima 90% des lignes figurant dans le bordereau des prix unitaires, faute de quoi son offre sera jugée irrégulière.

## **5.2 Modalités de passation des commandes**

### **5.2.1 Bons de commande**

Le marché s'exécute selon les procédures propres à chaque pouvoir adjudicateur, qu'il pourra définir dans l'annexe à l'acte d'engagement de son marché subséquent ou lors de la mise en place du marché. Le titulaire devra s'adapter aux modalités particulières souhaitées par chaque pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande mentionnent :

- La référence au présent marché ;
- La référence de l'article commandé ;
- La désignation de la fourniture et le prix unitaire figurant sur le bordereau de prix ;
- Les quantités commandées ;
- Les lieux, jours et heures de livraison.

Les commandes sont notifiées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant d'en déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La durée d'exécution maximale des bons de commande est d'un mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre.

### **5.2.2 Mise à disposition d'une plate-forme de commande**

Le titulaire met obligatoirement à la disposition des pouvoirs adjudicateurs une plate-forme de commande en ligne, que chacun d'entre eux est libre d'utiliser ou non et dont il peut restreindre l'usage à certains de ses services.

La plate-forme doit permettre, outre la commande en ligne, la consultation par les services utilisateurs des conditions du marché et notamment du « prix de vente toutes remises déduites » en vigueur.

A ce titre, le titulaire, dès la notification du marché subséquent, organise une réunion avec chaque pouvoir adjudicateur afin de configurer selon les besoins de ce dernier la plate-forme de commande (liste des services et utilisateurs avec leurs profils, liste des personnes autorisées à valider les commandes...).

## **5.3 Catalogues**

Le titulaire du marché s'engage à fournir la grille tarifaire sous forme d'un tableur comportant à minima les éléments suivants : le « prix public titulaire », le « prix net titulaire », le cas échéant les remises déduites. Cette version électronique doit permettre une incrémentation du catalogue et de ses tarifs dans le logiciel de gestion des CHV. L'attention des candidats est attirée sur le fait que le logiciel actuellement utilisé est le logiciel (Sirius).

## **5.4 Modalités de livraison**

Le titulaire est responsable des fournitures jusqu'à leur bonne réception et la signature du bon de livraison par la personne habilitée.

### 5.4.1 Fréquence de livraison

Les différentes fournitures devront être livrées sur l'ensemble des sites des établissements adhérents au groupement de commandes mentionnés à l'annexe 1 du présent CCP. Les adresses précises de livraison sont mentionnées dans les bons de commande.

Toute livraison effectuée à une adresse autre que celle mentionnée au bon de commande sera réputée non exécutée.

**La fréquence de livraison ne peut être inférieure à deux fois par semaine.** Chacun des établissements définira les jours de livraison avec le titulaire.

Les commandes passées avant 15 heures 30 seront livrées le lendemain matin, excepté les commandes du vendredi.

Les livraisons sont assurées du lundi au vendredi dans les créneaux horaires spécifiques à chaque établissement et le samedi matin dans les services d'urgence et de soins intensifs des CHUV.

Les commandes sont livrées en une fois. Le titulaire gèrera entièrement les reliquats de livraison sans qu'il soit nécessaire d'établir un nouveau bon de commande. Les délais de livraison des reliquats d'une commande sont communiqués à l'établissement.

En cas de délai de livraison excessif, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande.

Le titulaire doit pouvoir fournir un produit équivalent en accord avec le responsable de la pharmacie de l'établissement concerné.

### 5.4.2 Conditionnement des commandes

Les livraisons s'effectueront selon les conditions de transport ou de conservations propres à chaque produit. Elles doivent respecter les bonnes pratiques de distribution en gros selon les conditions de transport ou de conservation propres à chaque produit.

Les livraisons en cartons ou autres emballages jetables ne sont pas autorisés. L'ensemble des produits commandés seront livrés dans des caisses fermées réutilisables. Le fournisseur récupérera à chaque livraison les caisses de la livraison précédente.

Les livraisons seront accompagnées d'un bon de livraison, qui mentionne :

- La désignation des marchandises ;
- La date d'expédition ;
- La quantité et le conditionnement ;
- La température de conservation ;
- La référence au bon de commande et au marché.

Le livreur est tenu d'acheminer lui-même les produits dans la salle de dépôt désignée par l'établissement, et devra pour cela disposer de l'équipement adéquat (chariot, transpalette, etc.). Le livreur ne doit en aucun cas déposer les produits commandés à l'extérieur des bâtiments.

### 5.4.3 Consignes d'accès au site

Le personnel d'exécution du titulaire (ou de ses sous-traitants) doit être facilement identifiable et suit les instructions d'accès aux sites.

Le titulaire donne à son personnel, toutes les instructions, les informations et également la formation nécessaire concernant les prestations à entreprendre, notamment pour se situer dans une démarche qualité pour respecter les délais contractuels et toutes les mesures de sécurité.

Par ailleurs, il veille durant toute la durée du marché à ce que la tenue et le comportement de ses agents soient toujours corrects et respectueux. Tout agent du titulaire appelé à intervenir sur le site de l'établissement qui serait la cause de plaintes doit être remplacé par le Titulaire lors de la livraison suivante.

## **5.5 Rupture de stock - Absence du produit au catalogue du titulaire**

Le titulaire s'engage à couvrir tous les besoins des établissements membres du groupement de commandes en aliments pour carnivores, quelle que soit leurs spécificités.

En cas d'impossibilité avérée et confirmée par le titulaire de fournir un produit, en particulier dans le cadre d'une rupture de stock, les établissements pourront, à titre exceptionnel, se fournir auprès d'un prestataire extérieur au marché.

## **5.6 Vérification - Admission**

Les fournitures objets du présent marché doivent être conformes aux caractéristiques attendues. En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bon de livraison, le dit bon sera rectifié sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

La **vérification quantitative** consiste à contrôler sur les lieux de livraison la conformité entre la quantité livrée, la quantité commandée et la quantité figurant sur le bon de livraison. Si la quantité n'est pas conforme à la commande, le titulaire peut être mis en demeure :

- De reprendre immédiatement l'excédent de livraison ;
- De compléter la livraison dans les délais qui lui sont prescrits, à concurrence de la quantité prévue.

La **vérification qualitative** des références fournies permettra de valider la conformité des produits aux fiches techniques du candidat retenu et à la commande. Si la fourniture livrée ne correspond pas à la commande, elle sera refusée et devra être remplacée sous huitaine au maximum par le titulaire du marché à la demande du responsable de l'unité émettrice du bon de commande ou de son représentant.

Les dates de péremption figurant sur les emballages sont supérieures à 1 an à compter de leur date de réception dans les différents établissements.

Les conditions particulières de stockage figurent très clairement sur les emballages.

Toute fourniture présentant un vice caché sera immédiatement signalée au titulaire du marché qui sera tenu de la remplacer, dans la mesure où ce dernier ne peut prouver que l'anomalie est survenue postérieurement à la livraison. La fourniture de remplacement sera identique à celle initiale.

L'acceptation quantitative et qualitative des fournitures sera prononcée par le responsable de l'unité émettrice du bon de commande ou son représentant dans un délai qui ne pourra excéder 15 jours à compter de la date de livraison.

## **5.7 Reprises de produits**

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière durant 1 an à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

Les conditions d'exécution de la garantie sont précisées à l'article 33 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à reprendre sans supplément de prix les produits non utilisés (MNU) dont la pharmacie n'a plus l'utilité ou ne sont plus utilisables qu'ils soient périmés, non consommés ou retirés du marché.

# **6. Modalités de règlement des comptes**

## **6.1 Présentation des factures**

Les factures afférentes aux marchés servent de pièces justificatives au paiement. Elles doivent respecter les règles de la comptabilité publique. Par ailleurs, les factures doivent être libellées dans des termes compréhensibles pour un non-initié afin que l'assurance des prestations inscrites dans la facture puisse être vérifiée sans difficulté.

Chaque facture fait obligatoirement référence au numéro du marché.

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, n° SIRET, n° de TVA intracommunautaire et adresse du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date d'établissement de la facture ;
- La date de l'assurance de la prestation effectuée ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC de la prestation effectuée ;
- Le numéro du marché ;
- Le lieu d'exécution de la prestation.

Toute facture qui ne mentionnerait pas ces informations sera rejetée.

## **6.2 Périodicité**

La périodicité d'émission des factures sera définie dans l'annexe à l'acte d'engagement de chaque marché subséquent.

## **6.3 Modalités de transmission des factures**

Les factures seront obligatoirement émises sous format dématérialisé et déposées sur le portail Chorus-Pro à l'adresse [HTTPS://chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr). Il est possible de transmettre les factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant les données de facturation ou encore en déposant les fichiers PDF.

Chaque pouvoir adjudicateur transmettra les éléments nécessaires au dépôt des factures (n° de SIRET, code service le cas échéant, n° d'EJ).

## **6.4 Adresses de facturation**

### **Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort (EnvA)**

Agence comptable - service facturier dépenses  
7 avenue du Général de Gaulle  
94704 MAISONS-ALFORT Cedex

### **Ecole nationale vétérinaire Agroalimentaire et de l'Alimentation Nantes Atlantique (ONIRIS)**

Service financier et comptable  
101 Route de Gâchet  
S 40706 - 44307 NANTES Cedex 3

### **Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement (VetAgroSup)**

Service facturier  
1 avenue Bourgelat  
69280 MARCY L'ETOILE

### **Ecole nationale vétérinaire de Toulouse (EnvT)**

Direction des Affaires financières 23 chemin des Capelles  
BP 87614 - 31076 TOULOUSE Cedex

## **6.5 Modalités de paiement**

Les dispositions suivantes peuvent être complétées par celles propres à chaque établissement. En cas de contradictions, ces dernières prévalent.

Le mode de règlement exclusif du présent marché est le virement administratif.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture sur Chorus pro. Le titulaire du marché ne peut se prévaloir d'un retard de paiement imputable à un mauvais libellé de la facture.

En cas de dépassement du délai global de paiement, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique.

## 7. Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n°6245-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, le titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L229-25 du Code de l'environnement, est tenu de communiquer son bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ainsi que le plan de transition pour réduire ses émissions dans un délai de trois mois à compter de la notification du marché.

Si le BEGES communiqué à la notification arrive à échéance en cours d'exécution du marché, le titulaire doit communiquer son nouveau BEGES (et le plan de transition associé) au plus tard 3 mois après la date d'expiration du précédent.

Conformément à l'article L229-25 du Code de l'environnement et à l'article 1 de l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, cette communication doit s'effectuer sur le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>). Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

## 8. Pénalités

### 8.1 Pénalités applicables au regard de l'exécution du marché

Les manquements ou inexécutions doivent être imputables au titulaire du marché ou à toute personne intervenant pour son compte (ex : la société de livraison).

En cas de retard de livraison, le fournisseur encourt une pénalité calculée comme prévu à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. Par dérogation à cet article, les pénalités s'appliquent dès constatation du retard, sans invitation préalable faite au titulaire de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG - FCS, le titulaire est exonéré des pénalités lorsque le montant total dû est inférieur à 100 € HT. Dans le cas où les pénalités dues dépasseraient 100 € HT, l'intégralité du montant est due.

Le montant des pénalités imputable au titulaire du marché vient en déduction de la facture émise le mois suivant.

### 8.2 Pénalités applicables au regard du travail dissimulé

La pénalité applicable est fixée à 1 000 euros par personne employée et par jour de travail dissimulé. Cette pénalité s'applique après mise en demeure préalable. Le titulaire doit ces pénalités dès le premier euro, sans exonération.

### **8.3 Pénalités pour non-respect de l'obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé**

Si le titulaire est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, il lui sera appliqué une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard jusqu'à transmission des documents (BEGES et plan de transition). Cette pénalité commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à compter du jour qui suit le jour de remise du document demandé.

## **9. Informations statistiques**

Le titulaire doit être en mesure de fournir, sur demande de chaque établissement membre du groupement, tous les éléments d'information nécessaire au suivi de l'exécution du marché.

A ce titre, il pourra lui être demandé de transmettre des statistiques détaillées sur les aliments livrés (fabricant, dénomination, conditionnements, quantités, références, prix /montants facturés...).

Il devra pouvoir détailler ces éléments par service et sur une base annuelle et/ou mensuelle.

Ces informations seront transmises dans un format électronique exploitable (tableur).

Les données recueillies ne feront l'objet d'aucune communication externe et n'ont pour vocation qu'à permettre un suivi interne aux établissements.

## **10. Assurances**

Le titulaire doit justifier, dans les 15 jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il s'engage à remettre à l'acheteur, sur simple demande, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **11. Redressement et liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement aux pouvoirs adjudicateurs. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le marché est résilié dans les conditions de l'article 39-2 du CCAG-FCS.

## **12. Résiliation du marché**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS, la résiliation est prononcée aux torts du titulaire, si, après signature du marché, il est constaté l'inexactitude des documents et des renseignements prévus à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique et ce, après mise en demeure restée infructueuse.

Conformément à l'article 41.3 du C.C.A.G.-FCS, la résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnisation et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Dans ce cas et par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-FCS, le titulaire ne bénéficie d'aucun droit à indemnisation.

Cette résiliation ne peut être faite par chaque pouvoir adjudicateur indépendamment des autres.

## 13. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique. Tout litige résultant de l'application des clauses du présent marché sera de la compétence des juridictions administratives.

## 14. Obligations administratives du titulaire

Le titulaire doit remettre :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois ;
- Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire transmet automatiquement tous les 6 mois les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

## 15. R.G.P.D

### ❖ Précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le coordonnateur du groupement d'achat et le sous-traitant est le titulaire de l'accord cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque prestataire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;

- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

❖ **Sous-traitance des activités de traitement**

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du représentant du pouvoir adjudicateur, le prestataire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>).

## 16. Dérogations au CCAG/FCS

L'article 4.4 ajoute un cas de résiliation à l'article 41.1 du C.C.A.G.-F.C.S. ;

L'article 8.1 déroge aux articles 14.1.1 (absence d'invitation faite au titulaire de présenter ses observations) et 14.1.3 (Seuil d'exonération des pénalités de 100€ par pénalité) du C.C.A.G.-F.C.S. ;

L'article 8.2 et 8.3 ajoutent des pénalités non prévues à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 12 ajoute un cas de résiliation à l'article 41.1 et déroge à l'article 42 (pas d'indemnité de résiliation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général) du C.C.A.G.-F.C.S.